

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/YPF-l-Argentine-a-raison>

La nationalisation de REPSOL-YPF

YPF, l'Argentine a raison

- Argentine - Économie - Hydrocarbures -

Date de mise en ligne : mercredi 25 avril 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La présidente Cristina Fernandez a annoncé le 16 avril que l'Etat argentin prenait le contrôle de l'entreprise YPF (naguère Yacimientos Petrolíferos Fiscales), filiale locale de la multinationale espagnole des hydrocarbures Repsol. Un projet de loi présenté par la chef de l'État déclare la production d'hydrocarbures « d'intérêt public national », et annonce que 51 % des actions d'YPF seront expropriées. Un organisme d'État déterminera le prix d'achat des titres. Le ministre de la Planification, Julio De Vido, a été immédiatement nommé à la tête de l'entreprise par décret.

La présidente a justifié la mesure par le déclin de la production (YPF représente près de 40 % du pétrole et du gaz extraits en Argentine), imputable selon elle au manque d'investissements de Repsol, qui a conduit le pays, naguère exportateur net d'hydrocarbures, à devoir payer une facture pétrolière de près de 10 milliards de dollars en 2011. Cristina Fernandez a précisé qu'il ne s'agissait pas d'une étatisation, 49 % du capital d'YPF devant demeurer dans le secteur privé (actuellement, aux côtés de Repsol, le groupe privé argentin Petersen détient 25,4 % de la société, le solde étant sur le marché), à l'image de ce qu'a fait le Brésil avec Petrobras.

Pour l'Argentine, c'est une dé-privatisation, car il s'agit de revenir sur le vaste programme de privatisations qui avait marqué la présidence néolibérale de Carlos Menem dans les années 1990.

L'une des priorités de Cristina Fernandez est de refaire passer dans le giron de l'Etat les entreprises et les services privatisés durant la décennie ultralibérale. Avec YPF, le gouvernement argentin fait le choix de la maîtrise publique du secteur de l'énergie. Il faut rappeler que, sous Carlos Menem, tout ou presque tout avait été privatisé : les services postaux et jusqu'à la gestion du spectre hertzien (l'Argentine étant le seul pays au monde à avoir vendu à des intérêts privés le contrôle de son spectre hertzien, indispensable pour la télévision, la radio et la téléphonie mobile) confiée au français Thales. Un autre groupe français, Suez, avait acquis la distribution de l'eau potable. Les retraites elles-mêmes ont été privatisées en 1994 et confiées à des fonds privés. Les compagnies aériennes publiques Aerolinas Argentinas et Austral avaient également été vendues au groupe privé espagnol Marsans.

Depuis l'élection de Nestor Kirchner en 2003, la plupart de ces secteurs ont été renationalisés. Et c'est cette démarche de souveraineté et de récupération des secteurs stratégiques de l'économie que poursuit Cristina Fernandez, avec le soutien enthousiaste de l'immense majorité du peuple argentin.

YPF, alors compagnie publique, avait été privatisée au profit de Repsol dans les années 1990. Pour le pétrolier espagnol (lui-même ancienne entreprise publique espagnole, privatisée en 1989 par Felipe Gonzalez, socialiste, président du gouvernement), qui avait acquis une dimension internationale avec cette acquisition, c'est donc un coup très rude : il perd une filiale qui représente un tiers de ses bénéfices et une part plus importante encore de ses réserves internationales. Ce qui explique sans doute les violentes réactions du gouvernement conservateur espagnol de Mariano Rajoy. Celui-ci a menacé l'Argentine de « représailles » et réclame le soutien de l'Union européenne (UE). Cette dernière, par la voix de Catherine Ashton, Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et les politiques de sécurité et vice-présidente de la Commission européenne, a confirmé ce soutien : « *L'annonce (du gouvernement argentin) constitue une grave préoccupation (...). (Elle) crée une insécurité légale pour les entreprises étrangères et de l'Union européenne dans ce pays* ».

Dans les deux articles ci-dessous, le journaliste argentin Roberto Montoya, qui vit en Espagne, s'interroge sur l'« espagnolité » de Repsol, dont plusieurs des principaux actionnaires sont usaméricains, mexicains ou britanniques et qui, **à l'image de Total en France**, ne paye quasiment pas d'impôts en Espagne.

A propos des « représailles » dont parle le gouvernement de Mariano Rajoy, Roberto Montoya rappelle aussi qu'elles paraissent difficiles à exercer dans la mesure où le montant des investissements espagnols en Argentine s'élève à près de 30 milliards d'euros, alors que celui des investissements argentins en Espagne atteint à peine 67 millions...

[Mémoire des luttes](#). Paris, 20 avril 2012.